



RÈGLEMENT NO 2020-13

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PROPRETÉ, LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE DANS LES ENDROITS PUBLICS



CONCERNANT LA PROPRETÉ, LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE DANS LES ENDROITS PUBLICS

ATTENDU QUE la Loi sur les compétences municipales permet à une municipalité d'adopter tout règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de sa population;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge nécessaire d'assurer la propreté, la sécurité et la tranquillité des endroits publics de son territoire;

ATTENDU QUE le conseil municipal estime dans l'intérêt de l'ensemble des citoyens qu'une telle réglementation soit adoptée;

ATTENDU le règlement numéro 09-2000, actuellement en vigueur sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à une refonte complète dudit règlement;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné à la séance de ce conseil tenue le 1^{er} décembre 2020 et que le projet de règlement numéro 2020-13 a été déposé à cette même séance;

ATTENDU QU'aucun changement n'a été apporté au projet de règlement numéro 2020-13 depuis son dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement pour adoption a été transmise aux membres du conseil municipal au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance;

ATTENDU QU'avant l'adoption du règlement numéro 2020-13, la secrétaire-trésorière a fait mention de l'objet de celui-ci;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Denis Lizotte, et résolu que le présent règlement numéro 2020-13 soit adopté et que le conseil municipal décrète par ce règlement ce qui suit, à savoir :

PRÉAMBULE

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

DÉFINITIONS

(SQ)

ARTICLE 2

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

<i>aire à caractère public</i>	les stationnements dont l'entretien est à la charge de la municipalité, les aires communes d'un commerce, d'un édifice public ou d'un édifice à logement; Pour les fins du présent règlement, les terrains et stationnements de l'école, de l'église et du cimetière sont considérés comme des aires à caractère public;
<i>endroit public</i>	les parcs, les rues, les cours d'école, les aires à caractère public, les stades à l'usage du public et tout lieu de rassemblement extérieur où le public a accès;
<i>municipalité</i>	la Municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth
<i>parc</i>	les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction. Cela comprend tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à

B au



des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire et les bâtiments qui les desservent;

véhicule à moteur

un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin et qui est adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien, et inclut, entre autres, les automobiles, les camions, les motoneiges, les véhicules tout-terrains, les motocyclettes et les cyclomoteurs. Sont exclus les véhicules utilisés pour l'entretien ou la réparation des lieux ainsi que les véhicules de police, les ambulances, les véhicules d'un service d'incendie et les fauteuils roulants mus électriquement;

voie publique

toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé.

BOISSONS ALCOOLISÉES ET DROGUES

LSQ ARTICLE 3

- a. Dans un endroit public, nul ne peut consommer des boissons alcoolisées ou avoir en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, sauf si un permis a été délivré par la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- b. Nul ne peut se trouver dans un endroit public sous l'effet de l'alcool ou de la drogue, lorsque cet état a pour effet de troubler la paix et le bon ordre.

ARME BLANCHE

LSQ ARTICLE 4

Nul ne peut se trouver dans un endroit public en ayant sur soi, sans excuse raisonnable, un couteau, une machette, un bâton ou autre objet similaire. L'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable.

BATAILLES, INSULTES ET INJURES

LSQ ARTICLE 5

Nul ne peut se battre, se trailler, assaillir, frapper, insulter ou injurier de quelque manière que ce soit, une personne se trouvant dans un endroit public, ou participer, de quelque façon que ce soit, à une bataille, rixe, réunion désordonnée, émeute ou rébellion dans un endroit public.

ACTES PROHIBÉS DANS UN ENDROIT PUBLIC

LSQ ARTICLE 6

Nul ne peut, dans un endroit public, se coucher, se loger, se tenir debout sur les bancs, s'y coucher ou occuper plus d'une place assise, se tenir debout sur les tables de pique-nique ou s'y coucher, se tenir debout sur les poubelles ou escalader les murs, immeubles, arbres, lampadaires, clôtures et autres objets, bâtiments ou constructions situés dans un tel endroit.

PROJECTILES

LSQ ARTICLE 7

Nul ne peut lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile susceptible de blesser autrui ou d'endommager la propriété publique.

Nul ne peut pratiquer le golf ou lancer des balles de golf dans un endroit public.



DÉCHETS

ARTICLE 8

Nul ne peut jeter, déposer ou placer des déchets, rebuts, bouteilles vides ou entamées ou toute autre matière de même nature dans une rue, un parc ou autre endroit public, à moins que ce ne soit dans une poubelle, un bac ou un récipient installé à cette fin.

BESOINS NATURELS

LSQ

ARTICLE 9

Nul ne peut uriner ou expulser ses matières fécales dans un endroit public, sauf aux endroits prévus à cette fin.

CIRCULATION

LSQ

ARTICLE 10

Nul ne peut circuler en véhicule à moteur dans les parcs, les pistes cyclables et autres endroits dédiés à la circulation piétonnière de la municipalité sauf aux endroits spécifiquement prévus à cette fin.

ATTROUPEMENT

LSQ

ARTICLE 11

Nul ne peut se trouver ou faire partie d'un attroupement sur le terrain d'une école, aux heures de fermeture de celle-ci, sans motif valable.

Nul ne peut se trouver ou faire partie d'un attroupement dans une aire à caractère public, sans motif valable.

PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

LSQ

ARTICLE 12

Nul ne peut franchir ou se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation (ruban indicateur, barrières, etc.), à moins d'y être expressément autorisé.

GRAFFITIS

LSQ

ARTICLE 13

Nul ne peut dessiner, peindre ou autrement marquer les biens de la propriété publique.

VANDALISME

LSQ

ARTICLE 14

Nul ne peut endommager de quelque manière que ce soit la propriété publique, incluant arbres, plants, pelouse ou fleurs.

ACTIVITÉS

LSQ

ARTICLE 15

Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course regroupant plus de quinze (15) participants dans les rues de la municipalité sans avoir préalablement obtenu une autorisation de la municipalité.

B one



Le conseil municipal peut, par voie de résolution, autoriser la tenue d'une telle activité aux conditions suivantes :

- a. le demandeur aura préalablement présenté sa demande avec un plan détaillé de l'activité au bureau de la municipalité;
- b. le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées par le service de police desservant la municipalité.

Sont exemptés d'obtenir une telle autorisation, les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi.

PLANCHE À ROULETTES ET PATINS À ROUES ALIGNÉES

LSQ

ARTICLE 16

Nul ne peut faire usage d'une planche à roulettes ou de patins à roues alignées sur une voie publique ou un terrain de stationnement.

AUTORITÉ COMPÉTENTE

LSQ

ARTICLE 17

Le conseil municipal autorise de façon générale tout agent de la Sûreté du Québec et tout officier municipal désigné à cette fin par résolution du conseil municipal à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement. En conséquence, il autorise ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

INFRACTIONS ET AMENDES

ARTICLE 18

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de trois cents dollars (300 \$) pour une première infraction si la personne est une personne morale, d'une amende minimale de trois cents dollars (300 \$) en cas de récidive si le contrevenant est une personne physique et de cinq cents dollars (500 \$) en cas de récidive si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale et les jugements rendus sont exécutés conformément à ce code.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

B ml



DISPOSITIONS FINALES

ABROGATION

ARTICLE 19

Le présent règlement abroge, à toutes fins que de droit, le règlement numéro 09-2000 et ses amendements.

ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 20

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Benoît Pilotto
Maire

Nancy Lizotte
Directrice générale et sec.-trésorière

Avis de motion : 1^{er} décembre 2020
Adoption du projet du règlement : 1^{er} décembre 2020
Avis publics : 2 décembre 2020
Adoption du règlement 12 janvier 2021
Entrée en vigueur : 12 janvier 2021



PROVINCE DE QUÉBEC

AUX CONTRIBUABLES DE LA SUSDITE MUNICIPALITÉ

AVIS PUBLIC

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ par la
soussignée, directrice générale et secrétaire-trésorière de la susdite
municipalité,

QUE :

Le Conseil de la municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth, lors de la séance ordinaire s'étant tenue le 1^{er} décembre 2020, a déposé le projet de règlement numéro 2020-13 :

« Règlement concernant la propreté, la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics ».

Toute personne intéressée peut en prendre connaissance au bureau de la soussignée, celui-ci étant situé au 12 rue de l'Église, à Saint-Onésime-d'Ixworth et ce, pendant les heures normales d'ouverture du bureau.

Donné à Saint-Onésime-d'Ixworth, ce 2^e jour du mois de décembre 2020.

La directrice générale,

Nancy Lizotte

Nancy Lizotte

Directrice générale et secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION (Article 420)

Je, soussignée Nancy Lizotte, directrice générale et secrétaire-trésorière, résidant à Saint-Onésime-d'Ixworth, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié le présent avis en affichant une copie entre 14h00 et 16h00, le deuxième jour du mois de décembre 2020, à chacun des endroits suivants :

- **Bureau municipal**
- **Épicerie NJL**

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce deuxième jour du mois de décembre 2020.

Nancy Lizotte

Nancy Lizotte

Directrice générale et secrétaire-trésorière

3



PROVINCE DE QUÉBEC

AUX CONTRIBUABLES DE LA SUSDITE MUNICIPALITÉ

AVIS PUBLIC D'ENTRÉE EN VIGUEUR

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ par la
soussignée, directrice générale et secrétaire-trésorière de la
suscite municipalité,

QUE :

Le Conseil de la municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth, lors de la séance ordinaire s'étant tenue le 12 janvier 2021, a adopté le règlement numéro 2020-13 :

« Règlement concernant la propreté, la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics ».

Toute personne intéressée peut en prendre connaissance au bureau de la soussignée, celui-ci étant situé au 12 rue de l'Église, à Saint-Onésime-d'Ixworth et ce, pendant les heures normales d'ouverture du bureau.

Donné à Saint-Onésime-d'Ixworth, ce 13^e jour de janvier 2021.

La directrice générale et secrétaire-trésorière,



Nancy Lizotte

Directrice générale et secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION (Article 420)

Je, soussignée Nancy Lizotte, directrice générale et secrétaire-trésorière, résidant à Saint-Onésime-d'Ixworth, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié le présent avis en affichant une copie entre 14h00 et 16h00, le treizième jour du mois de janvier 2021, à chacun des endroits suivants :

- **Bureau municipal**
- **Épicerie NJL**

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce treizième jour du mois de janvier 2021.



Nancy Lizotte

Directrice générale et secrétaire-trésorière



